



46

Entretien



Philosophe, directeur de l'Institut de recherche et d'innovation du centre Pompidou, **Bernard Stiegler** explique que le déclin progressif mais inéluctable de l'emploi est peut-être une bonne nouvelle.

PAR ARIEL KYROU / PHOTOS: RENAUD BOUCHEZ POUR SOCIETY

L'une des sources majeures de vos réflexions est le constat de la mort de l'emploi. Comment en arrivez-vous à pareille conclusion? Au début de l'année 2014, dans une convention réunissant quelques-uns des plus grands dirigeants des États-Unis, Bill Gates a déclaré que dans les 20 années à venir, d'ici à ce que l'automatisation de nos sociétés prenne toute son ampleur, l'emploi sera devenu marginal. D'Oxford au MIT, du Royaume-Uni aux États-Unis, de nombreuses équipes de recherches ont démontré récemment que l'automatisation va profondément déstabiliser le marché de l'emploi: les postes créés par les nouvelles activités ne compenseront pas ceux qui seront détruits. On parle de 30% à 50% d'emplois perdus dans les 10 à 20 ans, avec une hypothèse extrême, aux États-Unis, celle de Randall Collins, de 70% de postes disparus d'ici à 30 ans. Dans une autre enquête, le cabinet Roland-Berger assure qu'un cinquième des emplois devraient être automatisés d'ici 2025 en France, soit trois millions de postes, touchant non seulement des ouvriers et des employés, mais aussi les classes moyennes et intellectuelles.

Contrairement à ce qui s'est passé il y a presque un siècle, ce mouvement d'automatisation détruirait donc plus d'emplois qu'il n'en crée. Est-ce à dire que la 'destruction créatrice' (notion développée par l'économiste Schumpeter selon laquelle la mort de certains emplois est largement compensée par la naissance d'autres grâce à l'innovation, ndlr) ne fonctionne plus du tout? Presque plus. Nos économies industrielles reposent désormais sur des procédures toujours plus formalisées. Encaisser des produits dans un supermarché, porter des colis dans un hangar ou des docks, mais aussi organiser ou indexer des documents juridiques ou mener une analyse de symptômes médicaux peuvent être réduits à des procédures formelles et être finalement aussi facilement automatisables que conduire un camion. On n'aura plus besoin d'être humains pour des tâches que les robots et les algorithmes accompliront avec beaucoup plus d'efficacité. Cela ne signifie pas que les emplois salariés disparaîtront en totalité, mais que leur place deviendra mineure au cours des 20 prochaines années.

Il y a pourtant déjà eu d'autres vagues d'automatisation, notamment dans la première moitié du XX^e siècle avec la taylorisation, et l'emploi

n'est pas mort mais s'est juste transformé, non? La différence fondamentale par rapport à ce qui s'est passé avec la mécanisation du travail, telle que la met en scène le film *Les Temps modernes* de Charlie Chaplin, par exemple, c'est que les automates avaient alors besoin d'individus pour les compléter, le plus souvent comme de vulgaires rouages, ou pour les paramétrer. Aujourd'hui, entre les *big data* et les robots, les employés sont devenus inutiles. Et à propos des *big data*, il importe de souligner qu'à travers elles, c'est nous, les contributeurs de ce qu'on appelle la *data economy*, qui remplaçons des emplois dans tous les secteurs. Ici, l'automatisation ne passe pas par les robots mais par les algorithmes d'une part et les réseaux d'autre part. C'est la combinaison de la robotisation et de cette nouvelle 'économie des données' qui aboutit aux anticipations d'Oxford et du MIT.

Si, comme vous l'affirmez, 'l'emploi est mort' et que des machines et des logiciels nous remplacent, cela signifie-t-il que demain, ce sera tous les jours dimanche? Si vous me dites 'Demain, ce sera tous les jours dimanche' au sens où demain, nous ferons tous les jours ce que nous voulons, comme nous pouvons le faire aujourd'hui le dimanche, et plus généralement le week-end, je vous réponds oui. Cette perspective est essentielle: la société de demain devra tirer de chacun de nous le meilleur aussi souvent que possible. Or ce meilleur, c'est ce que nous faisons de bonne volonté. Lorsque je suis libre de mon temps et que je m'adonne à ce que j'aime, je donne le meilleur de moi-même. Il faut cependant comprendre ici que le plus souvent, aujourd'hui, nous gaspillons le temps dont nous disposons: nous sommes incités de toutes parts à adopter des comportements de consommateurs, qui sont tout sauf libres. Les 35 heures ont été un échec non pas parce qu'elles ont pénalisé l'économie, mais parce qu'elles ont renforcé le consumérisme au lieu de cultiver un nouveau rapport au temps.

Nous vivrons dans une société de loisir? N'est-ce pas totalement utopique? Attention à ce mot: loisir. Depuis un siècle, nous le comprenons de travers. S'adonner à des loisirs, au sens premier du terme, ce n'est pas ne rien faire ou passer son temps à se distraire, en fuyant tout effort et toute réflexion. Le loisir, dans la langue de Montaigne par exemple, ne signifie pas le farniente



mais la liberté. Le mot loisir, à l'origine, désignait le grand privilège de la noblesse, et il avait un nom précis: l'*otium*, qui s'opposait au *negotium*, c'est-à-dire au calcul. Il était loisible au noble d'agir comme bon lui semblait, et par là de cultiver ce qu'il y a précisément de plus noble dans une existence: le développement de soi, de ses capacités; c'est la 'capacitation' au sens où Amartya Sen (*prix Nobel d'économie en 1998, ndlr*) emploie ce mot. Les nobles qui cultivaient leurs passions étaient souvent savants, poètes, musiciens, etc. Quant au dimanche –qui était aussi autrefois 'le jour du Seigneur'– il constituait ce que j'ai appelé l'*otium* du peuple. L'*otium* était ce que Hegel a nommé 'le dimanche de la vie' –expression que Raymond Queneau a reprise en titre d'un roman.

Vous voulez dire que demain, tels les nobles de l'Ancien Régime, nous pourrions tous profiter de notre liberté? Que nous ne travaillerons plus du tout? Bien au contraire! Demain, nous travaillerons tout le temps! Le travail, ce n'est pas du tout l'emploi: c'est ce qui fait que l'on se développe en accomplissant une activité qui nous tient à cœur. L'emploi, ce n'est que ce qui nous permet de gagner un salaire. Lorsque je cherche

un emploi, je ne cherche pas une activité particulière, qui correspondrait à mes goûts et mes envies, mais le pouvoir d'achat que me donne le salaire correspondant à cet emploi. L'enjeu se situe au contraire dans la capacité à retrouver notre liberté d'agir et de créer, donc selon le sens que je donne à ce verbe, de travailler tous les jours au développement de soi –et au 'dimanche de la vie'.

“Les 35 heures ont été un échec non pas parce qu'elles ont pénalisé l'économie, mais parce qu'elles ont renforcé le consumérisme au lieu de cultiver un nouveau rapport au temps”

De plus en plus, le travail du dimanche dans le monde, c'est davantage l'étudiant, le chômeur ou l'employé mal payé qui s'improvisent chauffeurs UberPop. Et nous pourrions également parler de cette autre plateforme qui connaît un immense succès aux États-Unis: Taskrabbit, qui permet à ceux qui ont besoin d'argent de faire pour d'autres des petits boulots comme monter un meuble ou tailler une haie... Est-ce ça, le travail? Ce que vous décrivez est le contraire du travail tel que je l'entends, voire une caricature de la notion d'emploi qui est pourtant elle-même une caricature. Si l'on ne change rien, le modèle des deux

sociétés californiennes que vous citez, Uber et Taskrabbit, va se généraliser dans tous les domaines. C'est d'ailleurs ce que dit Maurice Lévy, le PDG du groupe Publicis, et il n'a pas tort. Car la démarche de ces sociétés et de bien d'autres start-up participe d'une précarisation extrêmement problématique, d'un mouvement de prolétarianisation des travailleurs qui touche tous les secteurs de l'emploi...

Une sorte de 'freelancisation' du monde du travail? Aux États-Unis, un actif sur quatre n'est d'ores et déjà plus salarié, et Uber compte 160 000 chauffeurs affiliés pour seulement 2 000 employés. Chaque chauffeur Uber reverse 20% de tout



ce qu'il gagne à la plateforme californienne. Sauf que c'est lui qui paye non seulement son essence, mais aussi son automobile personnelle ainsi que tous les frais nécessaires à cet emploi précaire. C'est lui également qui paye ses propres charges sociales. La plateforme, elle, ne fait que valoriser très fortement de la connexion, et profite d'un effet de réseau. Son service, extrêmement minimal, lui permet de dégager une marge colossale sur ces seuls '20%' prélevés. Ensuite, son système détruit tout revenu social. La logique de redistribution lui est totalement étrangère. On le sait: Uber ne paye aucun impôt sur les bénéfices dans notre pays, où elle ne déclare qu'une fraction de ses revenus grâce à un montage avec les Pays-Bas, les Bermudes et le Delaware. L'assurance sociale? Le droit à la formation? Le droit à la retraite de ses collaborateurs? Rien. Uber symbolise le développement rapide de ce qu'on appelle le *netariat*, avec des plateformes comme Mechanical Turk d'Amazon, Freelancers ou Foule Factory qui appliquent à d'autres secteurs les concepts d'Uber, Airbnb ou Taskrabbit: très faible coût des transactions et disponibilité d'une main-d'œuvre free-lance qui se retrouve dans une situation de survie permanente. Se crée ainsi une armée de gens exploités, sous-rémunérés car payés à la tâche voire à la microtâche, genre un millième de dollar par 'clic', sans aucune couverture sociale ni droit à la formation.

Ce mouvement de précarisation est violent, comme nous l'avons constaté lors du conflit Uber-taxis fin juin... Début juillet, vers la fin de la crise, j'ai eu une discussion passionnante avec un chauffeur de taxi. L'homme a acheté sa licence à crédit: 230 000 euros. C'est un Africain, toute sa famille s'est cotisée pour lui permettre de payer le droit de circuler dans un taxi, et lui-même s'est lourdement endetté. Et maintenant, il me dit: *'Elle ne vaut plus rien, ma licence! Je me suis fait rouler.'* L'État, pour le moins responsable, doit évidemment indemniser ces gens-là. Mais ce chauffeur désolé, paradoxalement, n'est pas fermé au changement. Il a bien conscience que le système des compagnies de taxi, du *numerus clausus* et de la vente de licences hors de prix l'avait déjà plongé en situation de précarité. Je ne cherche pas à légitimer le système des taxis, en particulier à Paris. Il s'est empiré, année après année, sous le coup d'une dérive spéculative inacceptable, avec pas mal de complicités au niveau politique. En règle générale, toute tendance spéculative est préjudiciable à l'économie, que celle-ci soit immobilière, financière ou basée sur des rentes de situation, puisqu'elle crée des artifices de valeur. Mais Uber est une étape supplémentaire de cette évolution qui date de la fin des années 1970 avec la Révolution conservatrice et la séparation du capitalisme financier et du capitalisme industriel. La situation, depuis, n'a cessé de s'aggraver. Et de devenir violente. Le développement de cette précarisation sociale extrême se terminera un jour par des meurtres. Nous n'en sommes qu'au début d'un vaste processus de prolétarianisation qui va bien au-delà des simples taxis et qui nécessite une thérapie politique, sociale mais aussi technologique voire écologique de grande ampleur. Même en Californie, depuis début septembre, Uber est sous le coup d'une action judiciaire en nom collectif par des chauffeurs qui considèrent qu'ils devraient, d'après la loi, avoir le statut de salarié. Ils le savent: gagner sa vie avec Uber, c'est totalement temporaire. Dès que le système d'Uber se sera généralisé avec une forte concurrence, y compris de simples conducteurs, ce ne sera plus qu'une activité très peu rémunératrice. Uber est le parfait représentant d'un système ultralibéral qui repose sur l'idée que les individus seraient plus intelligents rassemblés en foules d'individus sans aucune relation les uns avec les autres, plutôt que réunis au sein de groupes constitués par concertation. Je ne crois pas à la foule. Je pense que la foule est foncièrement bête, et que des groupes



doivent se constituer par des processus d'individuation, c'est-à-dire de confrontation de points de vue singuliers mais aussi de construction de règles pensées collectivement, par délibération au sein de territoires. La réalité de ce qu'on appelle la sagesse des foules, ce sont les *big data*, c'est-à-dire l'automatisation progressive des comportements. Depuis dix ans, avec l'association Ars industrialis, nous alertons les décideurs: nous soutenons que le développement des technologies de réseau permettant la collaboration et la contribution à distance impose de repenser l'économie dans son intégralité. C'est effectivement parce que la France, et plus largement l'Europe, n'ont pas voulu mener cette réflexion et en tirer les conséquences que sont apparus des prédateurs utilisant ces technologies de réseau pour fabriquer des plateformes à leur seul profit, comme Amazon ou Uber. Ces plateformes nous emploient, soit pour une misère, en nous faisant prendre tous les risques, soit parfois sans nous payer du tout, mais en exploitant nos données personnelles et notre contribution à travers la *data economy*. C'est nous qui produisons la valeur, ce sont elles qui ramassent l'argent –en dehors de toute fiscalité, voire de toute législation. Pour reprendre notre formule métaphorique, deux voies opposées s'ouvrent à nous: soit nous laissons ce mouvement d'une grande violence, qui détruit l'idée même de puissance publique, se développer tout seul, et il n'y aura jamais plus de dimanche: tous les jours, ce sera l'enfer ; soit, face à l'automatisation et à ce type de plateformes, nous inventons, expérimentons et généralisons dans les années à venir un nouveau 'contrat social', et ce sera 'le dimanche de la vie'...

Le moment que nous vivons semble très paradoxal. Le paradoxe est effectivement d'autant plus fort qu'il n'y aura d'ici quelques années plus aucun chauffeur, ni dans les taxis ni au volant des voitures Uber. Après Google, Uber investit beaucoup dans les voitures intégralement automatisées! Dès lors, que feront de leur temps libre tous ces chauffeurs, professionnels ou amateurs? Seront-ils encore plus précaires, perdus dans une course effrénée aux moindres infimes boulots, payés des clopinettes, pour échapper à la misère? Ou pourront-ils enfin travailler, c'est-à-dire exercer le meilleur de leurs talents? La pratique du temps qui va peu à peu se libérer grâce à l'automatisation généralisée est au cœur de ce 'nouveau contrat social' que nous devons concevoir et expérimenter. Le temps que nous allons gagner doit être redistribué, de façon à ce que chacun puisse demain en profiter pour se cultiver, pour développer ses capacités –et pour que les marchandises produites par l'automatisation trouvent des acquéreurs: c'est une pure question de rationalité économique, et en aucun cas une utopie. Cela suppose de bâtir un système où plus personne n'aura la hantise de tomber dans la misère du jour au lendemain.

En quoi n'est-ce pas utopique? En cela tout simplement que nous n'avons pas le choix. Car ce n'est pas avec Uber et Taskrabbit, ou en proposant des crédits bidons comme les *subprimes* que la société de demain sera solvable, c'est-à-dire capable de vendre ce qu'elle produit à des gens capables d'en payer le prix. Le modèle de consommation hérité du XX^e siècle américain est dépassé: il produit de l'insolvabilité et de l'insoutenabilité. Il détruit tout autant la psyché des êtres humains, rendus malheureux par leur dépendance à la consommation, que les grands équilibres de la biosphère. Dans les 10 à 20 ans, nous allons devoir franchir un cap, muter et inventer un nouveau modèle macroéconomique, à l'échelle planétaire. Au sein d'Ars Industrialis, je commence à travailler de façon concrète avec un territoire de 400 000 habitants: Plaine Commune, communauté d'agglomérations de la Seine-Saint-Denis. Mais nous avançons aussi avec l'Équateur, la Chine et des pays européens. Nous tentons d'inventer un nouveau modèle macroéconomique qui repose sur la valorisation du temps donné





aux gens. Du temps, cela veut dire qu'on leur donne de l'argent non comme une allocation chômage comblant le vide laissé par l'absence d'emploi, mais pour qu'ils puissent au contraire développer au maximum leurs capacités sans avoir le souci du minimum de moyens financiers pour manger le soir, payer leur loyer ou élever leurs enfants.

Qu'entendez-vous très exactement par capacité? La capacité, comme l'explique Amartya Sen, désigne chez les êtres humains ce qui correspond à leur capacité à vivre ensemble et à renforcer leur cohésion sociale. Sen a développé cette notion dans les années 1970, où il a montré que les habitants du Bangladesh avaient une meilleure espérance de vie que les habitants de Harlem, parce qu'ils avaient su préserver des capacités, c'est-à-dire des savoir-faire, des savoir-vivre et des savoirs spirituels, et ce, malgré l'extrême difficulté de la vie au Bangladesh, qui reste l'un des pays les plus pauvres du monde. Avec l'industrialisation, nous avons peu à peu accéléré la tendance à la dégradation des systèmes: dérèglement climatique, épuisement des ressources, toxicité de l'air, augmentation du nombre de cancers, etc. ; cela se concrétise ensuite par une destruction de la diversité sociale et de la qualité de vie chacun, par l'absence d'emploi tout comme par le caractère décourageant, ou du moins standardisable de ce qui subsiste d'emploi. Nous devons aujourd'hui sortir de cet immense processus de prolétarisation en instaurant une nouvelle économie politique. Je propose de mettre en place une organisation du travail reposant sur des logiques de libre contribution proches de celles du logiciel libre, et d'autre part, de généraliser progressivement à toute la population, et en commençant par la jeunesse, un régime proche de celui des intermittents du spectacle, où l'on donne de l'argent à des gens pour qu'ils développent leurs capacités, allocation qui n'est renouvelée qu'à condition qu'ils valorisent régulièrement leurs capacités dans des projets contributifs. Dans le régime actuel des intermittents, leur obligation d'activité salariée est de 507 heures en dix mois. Dans le cas de l'extension du régime telle que nous la préconisons, à partir de 18 ans, tous les jeunes habitants auraient droit à un revenu leur permettant soit de continuer leurs études à l'université –et leur revenu ne serait renouvelé qu'à la condition qu'ils satisfassent à des obligations sanctionnées par des examens–, soit de continuer à se former par d'autres voies, par exemple via un programme contributif (en association, en coopérative, en entreprise, dans le service public). C'est ce type de système social, directement inspiré de l'intermittence du spectacle, que nous devrions bientôt expérimenter en Seine-Saint-Denis. Les enseignements de cette expérience nous permettront alors d'étudier les conditions de la généralisation de ce nouveau 'dimanche de la vie'.

Le régime des intermittents est-il réellement le bon régime à étendre à la population des travailleurs? N'est-ce pas un régime plutôt précaire, sans aucune sécurité de l'emploi? Cela ne peut-il pas être vu comme la généralisation du CDD au détriment du CDI? La généralisation du CDD et surtout du chômage au détriment du CDI est d'ores et déjà un état de fait, qui ne doit rien à l'intermittence, et qui devrait s'aggraver. Maintenant, je n'affirme pas que le régime des intermittents comme il fonctionne plus ou moins bien aujourd'hui serait idéal, pris tel quel et à court terme, pour l'ensemble de la population française. Certains, et en particulier de grandes entreprises de l'audiovisuel, ont abusé et détourné de son objet de départ le régime des intermittents du spectacle. Il a par ailleurs été attaqué, puis très limité à deux reprises, en 2003 et en 2014, d'où ce sentiment d'un manque de sécurité et d'un fonctionnement parfois aléatoire. Ce régime, qui a été autrefois bien plus favorable et profitable aux individus comme à la société, est loin

“Le travail, ce n'est pas du tout l'emploi: c'est ce qui fait que l'on se développe en accomplissant une activité qui nous tient à cœur. L'emploi, ce n'est que ce qui nous permet de gagner un salaire”

d'être une panacée. Si sa réalité opérationnelle mérite d'être considérablement améliorée, je maintiens en revanche que ses principes en font un régime d'avenir. Ce qui importe dans le régime des intermittents, c'est qu'il repose sur deux principes différents et absolument complémentaires: l'un qui est de laisser la liberté aux individus de développer leurs capacités comme ils l'entendent, selon leurs besoins et surtout leurs désirs ; l'autre qui institue un retour vers la société, chacun devant non seulement apprendre mais transmettre ses savoirs, à la condition évidemment que cette même société offre à tous des structures de 'capacitation' appropriées. J'ai été directeur de l'INA (*Institut national de l'audiovisuel, ndlr*), et je connais bien cette question, puisque l'INA reste l'un des principaux organismes de formation des intermittents du spectacle. La France a développé depuis les années 1930 des processus qui ont rendu ce système très vertueux dans le domaine du spectacle. Il a d'ailleurs été reproduit en Belgique. Il s'agit de créer un nouveau système de 'production sociale', et de l'étendre au-delà des associations et entreprises du spectacle: vers d'autres associations et coopératives, vers l'industrie mais aussi les services publics.

Certes, mais comment faire, sachant que le régime des intermittents n'a pas vraiment très bonne presse aujourd'hui? Cette extension du régime des intermittents du spectacle, ou plutôt l'instauration d'un système qui en serait inspiré partiellement, ne se fera pas du jour au lendemain, tel un régime général applicable immédiatement à tous et sur l'ensemble du territoire. Il faut expérimenter, au sein de territoires, l'établissement d'un autre type de dynamisme économique et social basé sur la contribution. Il y aura des réussites. Il y aura des échecs qui nous permettront d'avancer. Mais cette aventure, qui est collective et qui passe par plusieurs expérimentations, est bel et bien lancée. ● PROPOS RECUEILLIS PAR AK

Lire: *La Société automatique: 1 L'avenir du travail* (Fayard) et *L'emploi est mort, vive le travail!* (Mille et Une nuits), tous deux de Bernard Stiegler